
Etats généraux de l'alimentation : et maintenant ? – Soirée débat à Belmont d'Azergues



Le Réseau Agriculture-Alimentation-Santé du Rhône réunit depuis maintenant un an, des membres du CCFD-TS, du MRJC et du CMR.¹ Il réunit surtout des producteurs, des consommateurs, mais aussi des professionnels engagés sur les problèmes économiques, écologiques et sociaux que traverse l'agriculture aujourd'hui mais aussi sur l'alimentation (évolution des habitudes et des attentes des consommateurs) et, sous-jacent à cette évolution, la santé de tous. Il

veille aussi à prendre en compte la dimension internationale de cette triple problématique.

Pour nous, mouvements d'Église, après la lecture de ce joyau que constitue l'encyclique *Laudato Si'*, il nous nous est apparu, comme disciples du Christ, impossible de ne pas nous sentir concernés par ces trois sujets (Agriculture, Alimentation et Santé) tous trois "liés": "*[la] responsabilité vis-à-vis d'une terre qui est à Dieu implique que l'être humain, doué d'intelligence, respecte les lois de la nature et les délicats équilibres entre les êtres de ce monde*" (*Laudato Si'* § 68).

C'est donc tout naturellement que nous nous sommes intéressés aux Etats Généraux de l'Alimentation (EGA) qui se sont tenus dans notre pays durant le second semestre 2017. Attention déjà portée par nos trois mouvements qui se sont investis au niveau national.

Dans ce cadre, le réseau avait organisé le 5 avril dernier une rencontre à Belmont d'Azergues, intitulée « Etats généraux de l'alimentation : et maintenant ? ». Cette soirée avait pour objet de dresser un premier bilan de cette procédure. Nous avons fait appel aux personnes suivantes :

- **Maureen Jorand** : responsable du plaidoyer souveraineté alimentaire CCFD.
- **Béatrice Molière** : membre du CMR, ingénieure agricole et diététicienne
- **Antoine Pariset** : paysan et membre de la Confédération Paysanne du Rhône

Dans un premier temps, Maureen Jorand a présenté la démarche des Etats Généraux :

La proposition apparaissait depuis longtemps dans le débat public notamment lors des crises agricoles successives. L'idée est réapparue lors du débat des élections présidentielles.

Les EGA ont été lancés 3 mois et demi après l'élection d'Emmanuel Macron.

14 ateliers ont été organisés (création et répartition – alimentation saine, sûre durable et accessible à tous) et comportaient une quarantaine de participants chacun. Une consultation publique des citoyens avait lieu sur internet en parallèle. Sur les territoires des débats ont été mis en place par un certain nombre de députés.

¹¹ CCFD-TS : Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire ; MRJC : Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne ; CMR : Chrétiens en Monde Rural.

Officiellement clos le 21 décembre, les EGA se poursuivent de diverses manières :

- Par une grande loi en préparation notamment sur l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire
- Des plans filière sont soit rédigés soit encore en préparation (réduction des émissions de gaz, pesticides, répartition de la valeur, ...)
- Un certain nombre de plans thématiques (plan phyto, agriculture biologique, commerce équitable) sont eux aussi en préparation.

Intervention d'Antoine Pariset (quelques éléments)

Durant ces EGA, la Confédération Paysanne a essentiellement porté deux revendications essentielles sur le revenu des paysans et sur la transition agricole.

Si elle avait relevé plusieurs points satisfaisants lors des débats, notamment la volonté affichée par le président de la république de faire cesser la guerre des prix en prenant en compte le coût de revient dans le calcul des prix, elle a regretté que le projet de loi actuel ne soit pas suffisamment contraignant en particulier en ce qui concerne l'encadrement des négociations entre producteurs et chaînes de distribution.

Elle a aussi regretté la grande faiblesse de la réflexion sur la question du foncier, le « socle de la souveraineté alimentaire ».

Intervention de Béatrice Molière (quelques éléments)

Le CMR n'a pas participé directement aux ateliers des EGA mais au travers d'une plateforme associative qui regroupait une cinquantaine de mouvements. Béatrice a suivi en particulier les ateliers 1 (Mieux répondre aux attentes des consommateurs en termes de qualités nutritionnelles et environnementales, d'ancrage territorial, de bien-être animal et d'innovations) et 11 (Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable").

Elle a regretté que malgré le titre des EGA comme Alimentation, l'alimentation en tant que fondement de la vie humaine ait été peu abordée. On en reste à de l'information, de la prévention sur les produits, mais il est possible de mal se nourrir en mangeant (trop) des aliments sains et de bonne qualité. Il est important de consommer les aliments de la manière la plus brute possible. A l'opposé, les aliments ultra-transformés (AUT) ont des effets délétères sur la santé, société et l'environnement.²

Et de conclure par cette maxime d'Hippocrate : « *que ton aliment soit ta seule médecine* ».

Intervention de Maureen Jorand (quelques éléments)

Le CCFD-TS participait à l'atelier 4 : « Conquérir de nouvelles parts de marché sur les marchés européens et internationaux ... ». Un constat un peu surréaliste : la dimension internationale a été très peu prise en compte au début. Maureen nous a rappelé que la France est le 9^e accapareur de terres dans le monde ! De même, l'instabilité ou la volatilité des prix a un impact sur les agriculteurs en France, mais aussi dans le monde.



² Voir pour plus de détails, l'article de Béatrice sur le journal « Agir en Rural » du CMR, N°112.

Au cours de cet atelier, le CCFD-TS a beaucoup peiné à se faire entendre, dans un contexte de sécurité alimentaire pourtant rarement assuré dans le monde. La FAO alerte en effet sur la remontée de la faim dans le monde : 800 millions d'humains ne mangent pas assez !

Et encore un regret : la question de l'eau qui n'a été que très marginalement abordée. Alors que chacun sait l'importance primordiale de cet « aliment » dans nos vies !

S'en est suivi un échange entre la salle et les intervenants

Les questions ont porté sur de nombreux sujets :

- ✓ Quid des moyens d'actions après ces EGA ?
- ✓ Questions concernant le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement - Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, signé le 30 octobre 2016)
- ✓ Questions sur le calcul du coût de revient ?
- ✓ Question du Foncier : noter l'intervention sur ce sujet de M. Jean-Luc TRICOT maire de Belmont, d'un directeur de SAFER, d'un expert foncier : tous pour insister à leur manière sur l'importance de cette question !
- ✓ Les EGA vont-ils « accoucher d'une souris » ?
- ✓ Aliments Ultra-transformés : poids de la pub, faut-il une loi ?
- ✓ Et pour finir, cette question lancée par un intervenant : « en France, est-ce qu'on peut opposer la notion de propriété privé à la notion de propriété alimentaire ». Question en plein dans la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique ! (note du rédacteur)



Autant de questions qui restent à travailler, autant de bonnes raisons pour celles et ceux que cela intéresse, de rejoindre le Réseau Agriculture-Alimentation-Santé !

Chacun a ensuite été invité à la « mise en pratique » de nos échanges avec un magnifique buffet composé uniquement de produits locaux et très majoritairement bio !

Nous remercions chaleureusement nos trois intervenants dont la qualité des interventions a permis cette belle soirée.

Et il faut ici remercier encore une fois tout particulièrement la jeune équipe Plaidoyer du CCFD qui a largement contribué par son dynamisme et son professionnalisme à la réussite de ce projet.



Pour le Réseau AAS69,
Jean-Paul JASSERAND